

## Procès-Verbal

Séance du Conseil d'Établissement Elisabeth de Portes (CEt)

**Date :** Jeudi 28 août 2025 à 19h30

**Lieu :** Association intercommunale Enfance et Ecole Asse et Boiron  
Route de l'Ancienne Scierie 12, 1263 Crassier

**Présence :**

Quart	Prénom Nom	Présence
<b>Représentants des autorités intercommunales</b>	Florence Pénard Déléguée du Conseil Intercommunal	Oui
	Gaëlle Miani – Présidente Déléguée du Conseil Intercommunal	Oui
	Pascaline Keller Déléguée du Comité de Direction	Oui
	Sandrine Kilchenmann - Vice-Présidente Déléguée du Comité de Direction	Oui
<b>Représentants des professionnels actifs au sein de l'ESEP</b>	Philippe Ducommun-dit-Boudry Directeur	Excusé
	Consuelo Job Enseignante primaire – Animatrice santé	Excusée
	Julie Collignon Enseignante primaire	Excusée
	Martial Girardet (excusé) – Gilles Dutruy Enseignant et doyen secondaire	Oui
<b>Représentants des parents d'élèves de l'ESEP</b>	Alessandro Magagna Eysins	Oui
	Lidia Piaget Chésereux	Oui
	Marie-Christel Ciliberto Eysins	Oui
	Virginie Otto – secrétaire La Rippe	Oui
<b>Représentants des associations ou organisations locales concernées par la vie de l'ESEP</b>	Alicia Perego Le Domaine Sous-Cors, Eysins	Oui
	Bénédicte Bruttin Association des Parents d'Elèves	Oui
	Marie Karasiewicz Bibliothécaire	Oui
	Sarah Loutenbach Co-directrice UAPE Asse et Boiron	Oui

#### 1. Appel

Gaelle Miani présente Monsieur Dutruy, doyen de l'ESEP qui remplace les membres du quart école car ils sont tous absents.

#### 2. Approbation de l'Ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité.

#### 3. Approbation du Procès-Verbal de la séance du 05 juin 2025

Le PV est approuvé à la majorité, avec trois abstentions.

#### 4. Communications de la Présidente

Gaelle Miani a reçu une communication de la part du CODIR de l'AEE qui s'est prononcé sur la rémunération des accompagnants (non JS) des camps des 5 et 6P : ils ont fixé la rémunération à 30 chf par jour et par personne.

Elle nous annonce également que Monsieur Héritier remplacera Consuelo Job au sein du Conseil d'Établissement dès la prochaine séance ; il a repris une grande partie de son travail au sein de l'unité PSPS.

Consuelo Job a repris le travail à temps très partiel donc le CEt lui fait trop pour le moment.

#### 5. Communications des membres

##### ❖ Autorités intercommunales

Pas de communication.

##### ❖ Professionnels actifs au sein de l'ESEP

Gilles Dutruy annonce que la rentrée s'est bien passée, avec les mêmes sujets qui reviennent à chaque rentrée, comme le nombre de voitures des parents qui se garent autour de l'école. L'effet de placer quelqu'un de la Direction sur le parking ne dure pas, mais la Direction va en parler avec la Police la semaine prochaine pour trouver une solution.

Pascaline Keller confirme que c'est un sujet inquiétant et que l'AIAB est dessus pour éviter que le parking soit pris d'assaut. Le sujet est préoccupant dans tous les villages.

##### ❖ Parents d'élèves

Lidia Piaget transmet qu'il y a une demande du village de Chésereux d'ajouter un abri pour les élèves qui attendent le bus.

Gaelle Miani répond qu'il faut voir cela directement avec la Commune.

##### ❖ Milieux concernés par la vie de l'établissement scolaire

Marie Karasiewicz annonce que la rentrée s'est bien passée, elle a pu boucler le rapport annuel de l'année passée. C'est plutôt bon signe, avec plus de 16'000 prêts à Borex. Elle continue de cibler les élèves de 14 à 16 ans qui viennent peu voir pas du tout à la bibliothèque. Elle souhaite également continuer les ateliers pédagogiques pour les classes.

Elle rappelle son invitation d'effectuer une séance du CEt dans la bibliothèque.

Alicia Perego annonce qu'elle continue ses ateliers pédagogiques « école à la ferme » principalement avec Nyon et Prangins, et qu'elle souhaite augmenter ses ateliers avec l'ESEP mais pour le moment elle n'a aucune classe, ce qu'elle trouve

dommage. Elle avait auparavant des classes qui venaient 4 fois dans l'année mais ce n'est plus le cas maintenant.

Elle continue également le partenariat avec plusieurs écoles pour son projet « l'agriculture fait école » où elle se déplace elle dans les classes. Et là aussi, elle n'a eu aucun retour de l'ESEP, alors qu'elle va dans beaucoup d'autres établissements.

Elle aimerait également relancer le potager de l'école d'Eysins, mais comme il est en permaculture, les enseignant(e)s ne savent pas forcément quoi en faire et comment s'en occuper. Elle aimerait mettre en place une formation pour les enseignants afin de relancer ce projet et de faire vivre l'endroit qui est délaissé.

Gaëlle Miani propose aussi les UAPE, qui pourraient être intéressés.

Sarah Loutenbach acquiesce et pense que cela pourrait être une idée pour les accueils de vacances.

A côté de cela, Alicia Perego continue son partenariat avec WWF dans l'organisation de brunchs, ce qui a beaucoup de succès.

Sarah Loutenbach annonce que les accueils vacances ont bien fonctionné, ils ont eu lieu dans les structures de Gingins et Eysins, avec une sortie extraordinaire par semaine.

Sur la première semaine, ils ont favorisé des activités plus tranquilles afin que les élèves puissent se reposer, ce qui a été apprécié.

Au niveau de l'organisation, il faut encore qu'ils se coordonnent avec les concierges qui ont moins de temps pour faire leur nettoyage d'été.

Les équipes des UAPE ont aussi été mélangées, ce qui a dynamisé les équipes et il y a eu de bons retours de leur part sur ce fonctionnement.

Pour ce qui est de la rentrée, il y a eu le traditionnel pique-nique enseignants/équipes éducatives, qui fonctionne mieux dans certains villages que d'autres, mais qui intéressant quoi qu'il arrive.

Il y a aussi eu des apéros de rentrée qui fonctionnent bien, surtout avec des parents de 1P qui viennent découvrir la structure et l'équipe éducative.

Pour la collaboration avec l'école, les UAPE ont été invitées par le Conseil des Elèves qui souhaite en savoir plus sur les UAPE.

Sarah Loutenbach ajoute qu'elle a eu contact avec l'organisme PEP : Partenaire Enfance et Pédagogie. Ce sont des équipes éducatives de psychologues qui se sont éloignées du terrain mais qui soutiennent les équipes sur le terrain. Ils organisent des rencontres régionales et ils aimeraient venir dans notre réseau.

Pour ce qui est de l'inclusion, il y a la nouvelle éducatrice spécialisée qui vient de Coup de Pouce qui a commencé, et il y a 8 enfants à besoin spécifique cette année, donc son aide est précieuse.

Cette année, les UAPE vont continuer avec l'éveil à la citoyenneté, ainsi que le projet de la pédagogie participative : il y a maintenant des self-service pour que les élèves se servent eux-mêmes à manger, et nettoient ensuite leur place. Cela réduit le temps d'attente donc c'est très apprécié par les élèves car ils peuvent également sortir plus tôt s'ils ont fini.

Pour ce qui est de l'UAPE de Chéserey : la fin du projet approche, malgré que la réception ait eu lieu il y a un an, il y a toujours quelques réserves à solder et malheureusement une vitre à réparer, qui a été cassée par des jeunes du village.

Pour ce qui est de l'UAPE de La Rippe, ils ont ouverts la salle communale du Bruel sur le midi, ce qui a permis d'accueillir 24 élèves en plus. Grâce à cela, tous les enfants qui avaient besoin d'une place sur le midi ont pu être pris en charge.

## 6. Points de situation

- ❖ **Sondage de l'horaire scolaire : retour des sondages des élèves et des enseignants**  
Gilles Dutruy présente le document qu'avait préparé Philippe Ducommun pour le retour des sondages des enseignants et des élèves (annexe I : rapport synthétique du sondage sur l'horaire scolaire).

En résumé, du côté des enseignants, la majorité est pour un statut quo ou de déplacer à 8h, mais pas pour plus tard. Pour ce qui est du choix des scénarios, ils sont pour le fait de changer l'horaire du secondaire sans toucher l'horaire du primaire.

Pour ce qui est de la représentation des enseignants qui ont répondu, ce sont surtout les enseignants du site de Borex qui ont participé, et moins ceux des écoles primaires.

Du côté des élèves, il en ressort que les élèves sont plutôt favorables au changement d'horaire, autour de 8h ou 8h30.

Virginie Otto souhaite apporter un élément qui avait été donné par Philippe Ducommun. Il avait précisé que les enseignants devaient répondre au sondage selon leur ressenti sur les élèves, et non selon leur propre avis. Toutefois, il mettait un bémol sur la consigne qu'il n'a pas pu vérifier si elle a bien été comprise.

Gilles Dutruy confirme qu'il n'est pas sûr non plus que cette donnée ait été intégrée.

Suite à cela, Alessandro Magagna rappelle le contexte de la problématique des horaires et pourquoi le CEt en est là. Il remercie Philippe Ducommun d'avoir étendu le sondage aux enseignants et aux élèves, et il conclut en voyant les résultats des trois sondages, qu'il en résulte quand même une tendance vers un changement d'horaire souhaité ou accepté par la majorité de tous les concernés et il aimerait savoir ce que le CEt en fait.

Gaelle Miani rappelle que c'est uniquement un point de situation et que le CEt ne peut rien décider. Gilles Dutruy est venu présenter les sondages, mais aucune décision ne peut être prise ce soir. Donc soit il faut attendre sur le retour de Philippe Ducommun, qui a laissé entendre qu'il voulait aller plus loin sur ce sujet, soit il faut s'approcher du Conseil Intercommunal car le sujet est régulièrement discuté lors de ces séances et cela alimente les débats. De plus, si le changement d'horaire engendre des coûts supplémentaires, c'est au Conseil Intercommunal que cela va se voter, donc il serait intéressant de transmettre toutes les informations.

Alessandro Magagna rebondit que pour voter un budget, il faudrait déjà être sur des montants, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, d'où la demande d'un rapport complet.

Sandrine Kilchenmann répond que l'étude du CODIR a été aboutie pour ce qui est des transports, mais il est vrai qu'ils n'ont pas étudié tout ce qui touche à l'accueil des enfants en UAPE qui sera certainement touché par ces changements.

Gaelle Miani propose de voir si un délégué veut faire une motion auprès du Conseil Intercommunal pour que le CODIR se prononce à ce sujet.

Lidia Piaget annonce qu'elle a entendu à la radio que cela s'est passé dans le Valais où ils ont vu les bienfaits sur les élèves. Ce n'est pas uniquement de l'argent mais aussi pour le bien-être des élèves. A voir s'il ne serait pas possible de se renseigner auprès de ces écoles pour voir comment ils ont mis en place ou s'ils ont un retour à faire à d'autres écoles.

❖ **Demande de mise en place de casiers pour les élèves**

Sandrine Kilchenmann annonce qu'elle n'a pas eu de retour de la part de l'AIAB à ce sujet, ce que Gilles Dutruy confirme également via Martial Girardet.

Pascaline Keller informe qu'elle sait que l'AIAB ont reçu la demande. Elle transmettra qu'il faudrait au moins qu'ils accusent réception de la demande.

❖ **Utilisation des salles de gym pour les UAPE**

Sarah Loutenbach remercie les membres du CODIR qui ont sollicité leur secrétaire générale pour qu'elle écrive aux communes. Cela a mieux fonctionné que lorsque c'est elle qui a fait la demande car elle a pu recevoir une réponse de la Commune de Chésèrex, qui pourrait peut-être mettre à disposition la salle de rythmique. Le dossier est en cours pour voir la fréquence et la durée.

Pour ce qui est de la Commune de Gingins, elle a reçu la réponse ce jour que ce serait possible d'utiliser la salle des devoirs surveillés 3x dans la semaine.

❖ **Sécurité physique et émotionnelle, droit à l'image des élèves**

Gaelle Miani annonce qu'elle n'a pas eu de retour des parents de l'enfant concerné.

Virginie Otto répond que le quart parents avait été sollicité lors de la dernière séance pour qu'il les contacte afin de savoir s'ils avaient encore des questions. Le quart en question a donc fait le nécessaire via Alicia Perego puisqu'elle connaissait les parents concernés. Alicia Perego a pu voir les deux parents et peut donc effectuer le retour suivant, en tant que porte-parole :

Avec le recul, puisque cela s'est passé au mois d'avril, ils ont pu y réfléchir et se rendre compte qu'il y a énormément de personnes concernées lorsqu'il y a un incident et cela engendre beaucoup de discussions et de choses à gérer. Ils sont d'ailleurs toujours en attente du retour de la Police.

Un autre point qu'ils ont relevé, est que suite aux interventions de la Police dans les classes, leur fils s'est fait intimider en fin d'année car les élèves l'ont accusé d'être responsable d'avoir la Police dans les couloirs de l'école ; qu'il aurait dû se défendre pour ne pas en arriver là.

Par conséquent, leur fils leur a demandé de tout arrêter, de tout supprimer, car il n'en pouvait plus et souhaitait simplement que tout le monde oublie cette histoire et que tout redevienne normal.

Cela démontre que des parents impliqués, qui souhaitaient faire bouger et changer les choses, ont fait finalement plus de mal à leur enfant, ce dont ils ne se rendaient pas compte. Ils ont donc respecté son choix, et maintenant leur fils est en 11<sup>ème</sup> et tout se passe bien, puisque ceux qui l'intimidaient ne sont plus à l'école.

Le seul regret qui reste c'est qu'ils n'ont pas eu de nouvelles sur les sanctions ou démarches qui ont été mises en place au sein de l'école.

Avec le recul, ils se sont rendus compte de l'erreur qui a été faite d'avoir envoyé et utilisé la vidéo et ils ont vraiment fait le nécessaire pour que la vidéo soit

effacée. Ils ont également compris pourquoi ils n'ont pas été tenus informés des sanctions prises à l'égard de l'autre enfant.

Ils espèrent également que le remplacement de Philippe Ducommun les contactera pour faire un point de situation et voir ce qui a été mis en place de manière générale suite à cela.

Pour ce qui est de la demande des parents que le CEt n'a pas reçu, ils ne l'ont pas fait car justement leur fils a demandé de tout arrêter.

Gilles Dutruy confirme que les préventions de la Police ont été communiquées à tous les parents, donc ils savent ce qui a été entrepris.

Alicia Perego précise que les parents aimeraient savoir si des choses ont été concrètement mises en place sur les moments de la journée dite « zone grise », c'est-à-dire entre la sonnerie d'école et les bus, pour qu'une telle situation ne se reproduise plus.

Gaelle Miani répond que ce n'est pas à l'école de le faire, et Sandrine Kilchenmann ajoute que l'AEE n'a pas été contactée à ce sujet.

Gaelle Miani clôt le sujet en expliquant qu'il n'est pas possible de protéger les enfants de tout et qu'il faut faire la part des choses. Si c'est une demande de parents suite à un événement isolé et individuel ou si c'est une demande d'un groupe de parents, auquel cas ils peuvent se tourner vers l'APE.

Lidia Piaget ajoute qu'elle a laissé la porte ouverte à ce sujet au sein de l'APE, mais qu'aucun parent ne les a contacté pour aborder le sujet.

Virginie Otto souhaite faire un bilan de cette problématique pour le CEt. Il en ressort que cette situation a touché tous les quarts du CEt et que la discussion a été riche en explications, ce qui a permis d'éclaircir cette situation et sur le fonctionnement de l'école et des autorités dans ce genre de cas. A la fin de la discussion restait une question, celle de savoir si les parents concernés par cette situation avaient encore des interrogations, raison pour laquelle Alicia Perego a fait ce retour ce soir en leur nom. Il en ressort que les parents souhaitent s'arrêter là pour le bien-être de leur enfant ; de ce fait, quelle conclusion tirer de tout cela du point de vue du CEt ?

Pour Virginie Otto, le CEt peut ressortir deux éléments des différents échanges : tout d'abord la problématique liée aux zones grises, encore discutée précédemment entre Gaelle Miani et Virginie Otto pour potentiellement en discuter en tant que sujet d'une séance du CEt puisque cela concerne tous les quarts présents ; mais également demander à l'APE de soutenir les parents en proposant une action sur une prévention de la gestion des téléphones et du droit à l'image.

Gaelle Miani approuve cette conclusion ; elle invite les membres de l'APE à noter cette idée comme intervention et reviendra peut-être sur le sujet des zones grises lors d'une prochaine séance.

## **7. Discussion collaborative**

### **❖ Thématique de l'écologie et de l'environnement**

Gaelle Miani explique que lorsqu'elle a pris la Présidence du CEt, elle a mis en place des thèmes annuels pour guider les discussions, mais il s'avère que c'est trop compliqué de se restreindre à un sujet aussi vaste que ceux choisis. En plus de cela, c'est la dernière année de cette législature, donc elle préfère se concentrer pour clore les sujets en cours et voir pour une conclusion générale de cette législature.

Pour ce thème-ci, elle propose aux membres de revenir à la prochaine séance du mois d'octobre avec des idées sur ce sujet qui peuvent être discutées lors de cette dernière année.

❖ **Utilisation du téléphone portable sur le périmètre scolaire**

Gaëlle Miani se rend bien compte de la complexité du sujet. D'un côté il y a les parents, qui souhaitent que les communes maintiennent l'interdiction des téléphones durant la pause de midi, et de l'autre côté il y a les professionnels qui ont vu des améliorations sur la sécurité et le dynamisme entre les enfants depuis que les téléphones sont à nouveau autorisés.

De ce fait, elle demande aux membres s'ils ont trouvé des idées pour améliorer cette pause de midi, que les téléphones soient autorisés ou non, et quelles alternatives proposer aux élèves pour éviter leur utilisation.

Marie Karasiewicz s'est rapprochée de l'équipe du Bo'Resto et ils se sont dit qu'ils aimeraient organiser un midi sans téléphone sur le dernier vendredi avant les vacances d'automne par exemple.

Elle va également essayer de proposer des activités sur le temps de midi, notamment sur le vendredi, où les élèves pourront s'inscrire à une initiation d'un jeu de société. Elle a également ouvert la bibliothèque sur les deux créneaux horaires de la pause de midi durant les deux premières semaines d'école, afin de pouvoir offrir cette possibilité là à tous les élèves et de bien commencer l'année.

Elle ajoute qu'elle était experte à l'oral en français VG et ils ont eu comme thème « faut-il interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans » et elle en a profité pour glisser la question des téléphones à midi. Sur les 15 élèves questionnés, 12 ont répondu qu'il fallait enlever le téléphone lors de la pause, car il suffit d'un élève sur le téléphone pour que les autres fassent pareil et cela ne leur plait pas. Par contre, ils ont avoué qu'en tant qu'élèves, ils ne peuvent pas lancer une telle initiative sans être la risée de leur entourage, mais ils souhaiteraient que cela vienne de plus haut.

Sarah Loutenbach propose de faire un point avec l'équipe éducative en fin d'année, ce qui n'a pas encore été fait pour l'année précédente.

Pour ce qui est de la journée sans téléphone, Alessandro Magagna propose de le présenter aux parents comme un challenge, et il faudrait que les enseignants participent au même titre que les parents.

Marie Karasiewicz appuie ce point ; c'est l'idée qu'elle avait également.

Lidia Piaget ajoute que le TCS fournit gratuitement des jeux, même de tailles assez grandes, pour jouer dehors (gymkhana). Il suffit d'être membre pour y avoir accès, donc cela peut aussi être une idée.

Gaëlle Miani souhaite conclure et demande si un membre a d'autres idées pour proposer une alternative durant la pause de midi.

Florence Pénard répond qu'il y a déjà de belles idées à mettre en place et que pour le moment cela peut suffire. Il faudrait voir pour se concerter pour une date à mettre en place entre les élèves et les parents.

Marie Karasiewicz propose de commencer avec une journée sans téléphone pour les élèves sur le vendredi avant les vacances d'automne, et de refaire cette journée un peu plus tard pour que le CEt puisse s'impliquer et inviter les parents.

❖ **Dernière année de la législature 2021-2026 : quels dossiers à boucler ou avancer ?**

Gaëlle Miani souhaite boucler le sujet des horaires scolaires d'ici la fin de l'année.

Pas de demande particulière de la part des membres.

- ❖ **Quels enseignements à tirer de notre fonctionnement durant cette législature ?**  
Gaelle Miani demande aux membres d'y réfléchir pour la dernière séance, afin de pouvoir préparer un bon relai pour le prochain Conseil d'Établissement puisque pour sa part, elle arrêtera en fin de législature.

#### **8. Divers et propositions**

Néant

#### **9. Agender la prochaine séance**

La prochaine séance est agendée au 29 octobre 2025, à la bibliothèque. Les prochaines séances seront agendées à ce moment-là.

La séance est levée à 21h27

Annexe : I. Rapport synthétique du sondage sur l'horaire scolaire

# Rapport synthétique du sondage sur l'horaire scolaire

## Table des matières

### Rapport synthétique du sondage sur l'horaire scolaire 1

#### Professionnel.le.s 1

1. Introduction 1
2. Analyse des résultats 1
3. Analyse qualitative des remarques et suggestions 1
4. Début des cours et scénarios 2
5. Analyse par cycle d'enseignement 3
6. Analyse par activité 3
7. Influence des cycles d'enseignement et des activités sur les réponses 4

#### Elèves 5

8. Veux-tu participer à cette consultation ? 5
9. Modifier l'horaire scolaire en retardant la P1 ? 5
10. Selon toi, à quelle heure devrait commencer la P1 ? 6

## Professionnel.le.s

### 1. Introduction

Ce rapport présente une analyse des réponses au sondage sur les horaires scolaires, en tenant compte des préférences pour les horaires de début des cours et les scénarios envisagés. Les réponses concernant les cycles et activités des répondants, ont également été examinées.

### 2. Analyse des résultats

#### a. Données quantitatives

##### • Début des cours :

Les réponses montrent une préférence marquée pour certains horaires, avec une part notable d'enseignants préférant aucun changement ('aucun changement').

##### • Scénarios proposés

Les scénarios 'Décalage synchronisé 1P-6P et 7P-11S' et 'Aménagement 7P à 11S, pas 1P à 6P' dominent les réponses.

### 3. Analyse qualitative des remarques et suggestions

Les thèmes récurrents identifiés dans les remarques incluent :

- Préoccupations liées aux horaires des élèves et des enseignants.
- Impact potentiel des changements sur l'équilibre des journées scolaires.

Dans les suggestions, les thèmes majeurs sont :

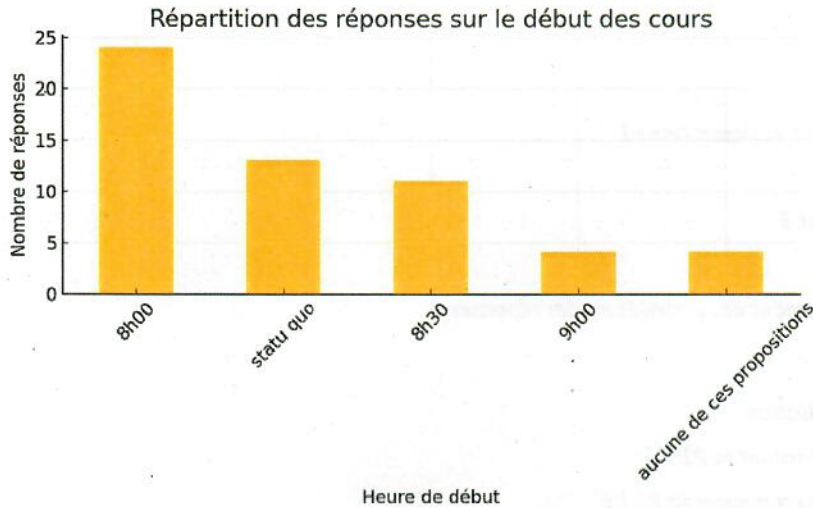
- Propositions pour ajuster les horaires tout en conservant la flexibilité.
- Références au maintien des débuts de cours à 8h00.

## 4. Début des cours et scénarios

### a. Début des cours

Répartition des réponses concernant le début des cours :

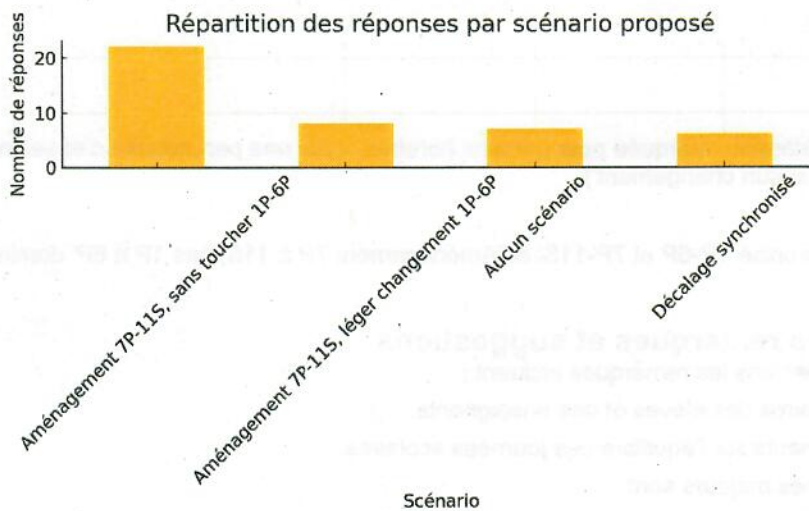
- 8h00 : 24 réponses
- statu quo : 13 réponses
- 8h30 : 11 réponses
- 9h00 : 4 réponses
- aucune de ces propositions : 4 réponses



### b. Scénario proposé

Répartition des réponses concernant le scénario proposé :

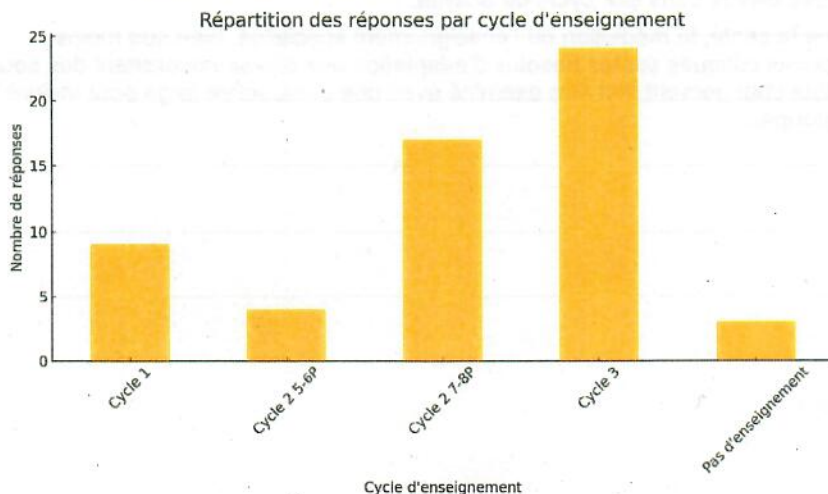
- Aménagement 7P-11S, sans toucher 1P-6P : 22 réponses
- Aménagement 7P-11S, léger changement 1P-6P : 8 réponses
- Aucun scénario : 7 réponses
- Décalage synchronisé : 6 réponses



## 5. Analyse par cycle d'enseignement

La répartition des réponses par cycle d'enseignement est la suivante :

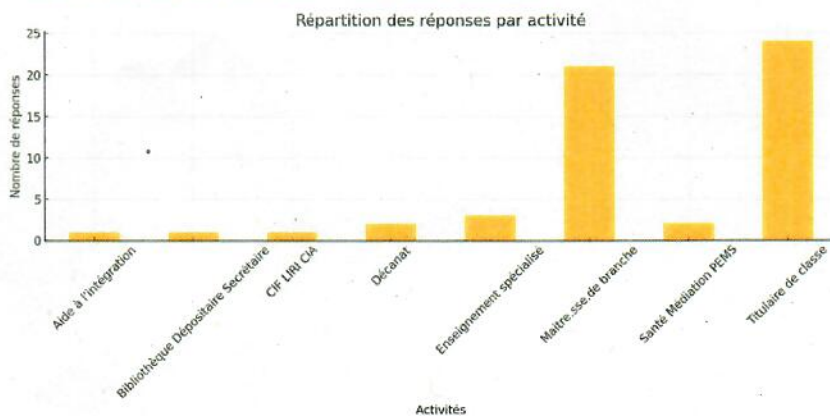
- Cycle 1 : 9 réponses
- Cycle 2 (5-6P) : 4 réponses
- Cycle 2 (7-8P) : 17 réponses
- Cycle 3 : 24 réponses
- Pas d'enseignement : 3 réponses



## 6. Analyse par activité

La répartition des réponses par activité est la suivante :

- Titulaire de classe : 24 réponses
- Maître.sse de branche : 21 réponses
- Enseignement spécialisé : 3 réponses
- Santé/Médiation/PEMS : 2 réponses
- Décanat : 2 réponses
- Autres activités spécifiques : 1 réponse chacune



## 7. Influence des cycles d'enseignement et des activités sur les réponses

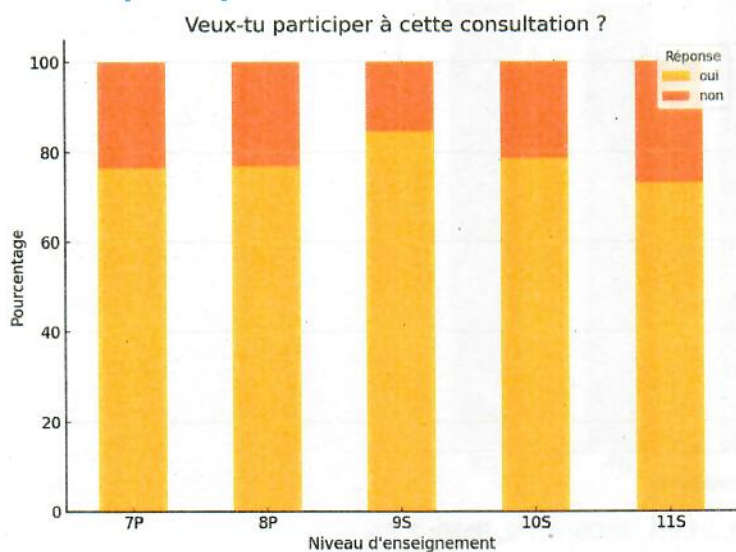
Les cycles d'enseignement semblent jouer un rôle important dans la diversité des réponses. Les enseignants des cycles supérieurs (Cycle 2 7-8P et Cycle 3) représentent la majorité des répondants, avec des préoccupations spécifiques sur l'aménagement des horaires scolaires. Par exemple, les enseignants du Cycle 3 semblent plus sensibles aux impacts sur les horaires des élèves plus âgés, tandis que les cycles inférieurs ont moins participé.

En ce qui concerne les activités, une majorité des réponses proviennent des titulaires de classe et des maitres.ses de branche, ce qui reflète leur implication directe dans l'organisation pédagogique quotidienne. Ces groupes ont exprimé des préoccupations notables sur la faisabilité des changements proposés, en mettant en avant les besoins spécifiques des élèves dans leur cycle ou activité.

Par ailleurs, les activités comme la santé, la médiation ou l'enseignement spécialisé, bien que moins représentées, soulignent des points critiques sur les besoins d'adaptation aux élèves nécessitant des soutiens particuliers. Cela indique que tout changement doit être examiné avec une perspective large pour inclure les besoins variés des différents groupes.

## Elèves

### 8. Veux-tu participer à cette consultation ?



- 7P : oui: 76.5%, non: 23.5%

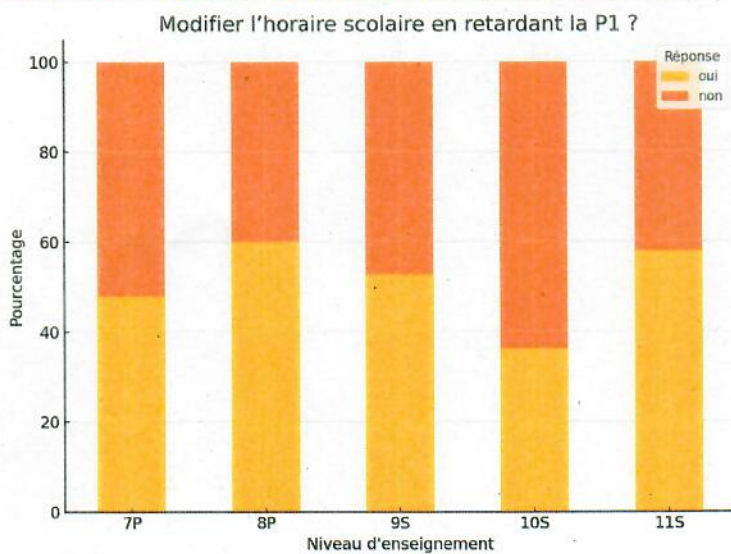
- 8P : oui: 76.9%, non: 23.1%

- 9S : oui: 84.6%, non: 15.4%

- 10S : oui: 78.6%, non: 21.4%

- 11S : oui: 73.1%, non: 26.9%

### 9. Modifier l'horaire scolaire en retardant la P1 ?



- 7P : oui: 48.0%, non: 52.0%

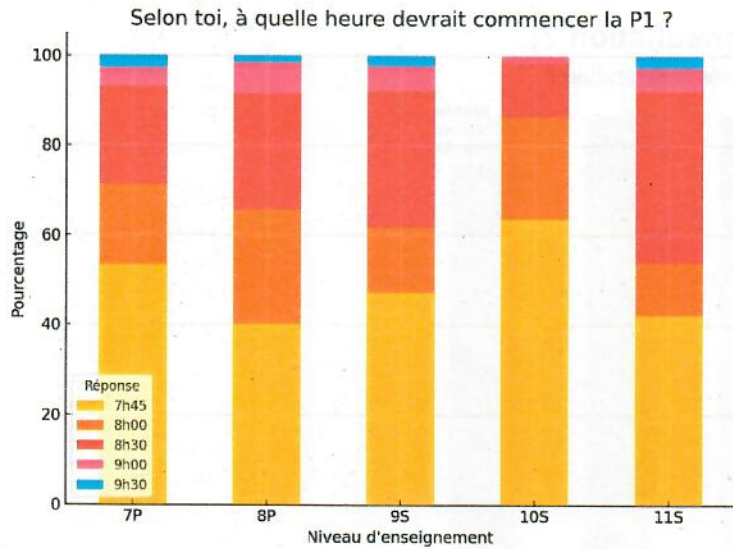
- 8P : oui: 60.0%, non: 40.0%

- 9S : oui: 52.8%, non: 47.2%

- 10S : oui: 36.4%, non: 63.6%

- 11S : oui: 57.9%, non: 42.1%

## 10. Selon toi, à quelle heure devrait commencer la P1 ?



- 7P : 7h45: 53.4%, 8h00: 17.8%, 8h30: 21.9%, 9h00: 4.1%, 9h30: 2.7%
- 8P : 7h45: 40.0%, 8h00: 25.7%, 8h30: 25.7%, 9h00: 7.1%, 9h30: 1.4%
- 9S : 7h45: 47.2%, 8h00: 14.6%, 8h30: 30.3%, 9h00: 5.6%, 9h30: 2.2%
- 10S : 7h45: 63.6%, 8h00: 22.7%, 8h30: 12.1%, 9h00: 1.5%, 9h30: 0.0%
- 11S : 7h45: 42.1%, 8h00: 11.8%, 8h30: 38.2%, 9h00: 5.3%, 9h30: 2.6%